LES COLLEGES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Présentation d'un instrument de travail

La naissance d'un instrument de travail n'est pas fortuite. Elle obéit à une nécessité conjoncturelle, à la rencontre d'une bibliographie abondante, mais désuète et dispersée, et d'un intérêt renouvelé pour un sujet. L'histoire des collèges sous l'Ancien Régime nous a paru tomber précisément dans cette occurrence. La bibliographie qu'elle a produite a bien balisé le terrain mais elle appelle à être recensée et repensée en raison d'un triple caractère : elle a été suscitée en majeure partie lors de l'instauration de l'école de la IIIe République et se trouve de ce fait marquée par les querelles partisans de l'époque ; dans cette période de positivisme triomphant, elle a privilégié les aspects institutionnels des établissements ; elle est enfin largement monographique ou, au mieux, restreinte à un cadre départemental. Il existe, il est vrai, des ouvrages conçus dans une perspective plus générale. Citons parmi les plus usuels celui de Daniel Bourchenin sur les académies protestantes (1), celui du Père Paul Lallemand sur l'éducation dans les collèges de l'Oratoire (2), ou la thèse récente de Jean de Viguerie sur la congrégation de la Doctrine chrétienne (3). Seul le premier a la forme, que nous avons adoptée, d'un répertoire d'établissements, comportant une mise au point sur la bibliographie et les sources les concernant ; mais il date d'un siècle et son objet le limite à une dizaine d'unités. Les deux autres ne présentent pas les mêmes informations de façon commode ni systématique. L'ouvrage dirigé par le Père Pierre Delattre et consacré aux établissements des jésuites en France depuis quatre siècles (4) échappe à ces critiques : répertoire récent, il a été conçu dans des préoccupations voisines des nôtres. Nous avons d'ailleurs largement recouru à lui. Mais, outre le fait qu'il recense les seuls collèges tenus à un moment ou à un autre par la

Compagnie de Jésus — sans remonter en deçà de sa possession ni descendre au delà de son expulsion sinon par des informations très succinctes —, il diffère de notre projet par son intention apologétique évidente (il a d'ailleurs été entrepris pour le quatrième centenaire de la fondation de la Compagnie, *ad majorem Societatis Jesu gloriam*) : d'où l'accent mis davantage sur la congrégation elle-même, des développements sur la biographie des Pères, leur activité spirituelle ou missionnaire, qu'il n'a pas paru utile de retenir dans une perspective d'histoire de l'éducation.

I — PRÉSENTATION DU RÉPERTOIRE DES COLLÈGES

La formule finalement adoptée s'est définie et amplifiée au fur et à mesure du déroulement du travail. Nous partions d'un simple catalogue d'établissements destiné à figurer dans un atlas des collèges existant en 1789, tel que l'avait conçu initialement le Père de Dainville (5). L'idée d'un répertoire s'est rapidement imposée du fait de sa commodité d'utilisation. Sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité — toujours impossible à atteindre en histoire ; le répertoire a cependant quelque parenté avec la collection qui ne vaut pour le collectionneur que par la pièce qui lui manque... — nous avons cherché à mener notre enquête de manière approfondie. Le répertoire ainsi proposé au public vise à recenser l'ensemble des établissements publics (c'est-à-dire ne vivant pas exclusivement des rétributions scolaires ou des pensions) enseignant le latin (à partir d'un seul régent consacré exclusivement à cet enseignement) depuis le XVI^e siècle jusqu'à la Révolution française, dans les limites de la France actuelle. Chaque établissement est décrit dans une notice qui suit un canevas identique : à la suite du texte proprement dit, les sources et la bibliographie (instruments de travail et monographies) sont présentées selon une grille préétablie, chaque catégorie de documents étant affectée d'un code à deux chiffres (en caractères gras).

Les fonds d'archives propres à chaque collège

Outre sa commodité d'utilisation, la formule du répertoire présente l'avantage d'être adaptée à la réalité institutionnelle des collèges d'Ancien Régime. Chaque établissement étant en effet autonome sur le plan financier, le fonds d'archives qu'il a constitué au cours de son

histoire (décrit sous la rubrique 11) représente la source principale d'informations. La diversité du régime administratif des établissements est presque aussi grande que leur mode de financement : la réglementation générale imposée par l'édit de février de 1763 (les délibérations des bureaux d'administration sont indiquées sous la rubrique 14) intervient tardivement dans la période considérée et ne s'est pas appliquée partout : y échappent les collèges dépendants des universités, la plupart des collèges tenus par des congrégations, les établissements modestes et les petits séminaires. Il a donc paru important de recenser tous les textes qui fondent l'administration de l'établissement : contrats de principalité, actes de fondation, conventions prises avec une congrégation (rubrique 12) ; il en va de même pour les lettres patentes qui autorisent sa naissance (même rubrique) ou la confirmation (rubrique 31) et pour les règlements (rubrique 16).

On a ensuite retenu les documents qui concernent le fonctionnement social du collège et le contenu de l'enseignement prodigué. Fondement de toute étude sur le recrutement, le catalogue des écoliers, quand il existe, est dûment décrit dans les informations qu'il donne (rubrique 18) ; de même, les palmarès de distribution de prix où figurent les lauréats (rubrique 33). Les pensionnats, rares et encore peu fréquentés jusque dans les années 1690, se généralisent et se remplissent au siècle suivant donnant lieu à toute une littérature de prospectus plus ou moins alléchants (rubrique 34) : leur recrutement est souvent mieux connu que celui de l'ensemble des écoliers dans la mesure où ils nécessitent la tenue d'un livre de comptes pour enregistrer les sommes versées au titre de la pension et les dépenses engagées au cours de l'année pour chaque pensionnaire en sus de l'entretien couvert par le prix de pension (vêtements, livres, leçons particulières). On y notait au moins le nom des pensionnaires, souvent leur origine géographique, plus rarement la profession paternelle (rubrique 19).

L'enseignement proprement dit, par définition oral, n'a laissé que de rares vestiges, hormis les cours de rhétorique et de philosophie qui étaient dictés et qui sont massivement conservés dans les collections manuscrites des bibliothèques. Nous avons cependant renoncé au dépouillement systématique de ceux-ci, qui aurait excédé le cadre de notre enquête : en effet la plupart de ces cours recueillis n'ont, dans les catalogues, aucune indication ni de date ni de provenance et seule une analyse interne des manuscrits eux-mêmes permettrait à cet égard des présomptions assurées. De même, nous n'avons pas cru devoir retenir les affiches imprimées ou les recueils de thèses de théologie ou de philosophie soutenue par tel ou tel élève, dans la mesure où

il s'agit d'exercices *individuels* qui ne préjugent pas de l'ensemble des matières étudiées en cours d'année. En revanche les programmes des classes nous sont apparus fondamentaux, particulièrement les affiches publiées à la rentrée des classes où étaient indiqués les textes latins et grecs qu'on devait étudier et les manuels qu'il fallait utiliser au cours de l'année scolaire (rubrique 16) ; les fins de semestre et d'années sont accompagnées au XVIII^e siècle d'exercices publics au cours desquels les écoliers devaient répondre sur les connaissances acquises pendant l'année, et qui ont fait l'objet de programmes imprimés (rubrique 32). Contribuant pleinement à l'enseignement, le théâtre scolaire (qui disparaît progressivement dans la seconde moitié du XVIII^e siècle) est, lui aussi connu par ses programmes (rubrique 35). La bibliothèque de l'établissement, réservée le plus souvent à l'usage des maîtres a pu laisser un inventaire (rubrique 17). Quant à l'espace scolaire enfin, nous pouvons tenter de le reconstruire à partir des plans des bâtiments (rubrique 13).

Les sources administratives complémentaires

Les insuffisances et les lacunes des fonds propres des collèges peuvent être, pour partie, palliées par les archives centrales des congrégations et ordres enseignants (dont on peut rapprocher celles de l'université de Paris par rapport aux collèges de la capitale qui étaient sous sa dépendance). Les mieux tenus (Archives romaines de la Compagnie de Jésus, Archives romaines des barnabites, Archives de l'Oratoire de France) comportent en particulier les tractations qui ont abouti (ou non) à la prise en charge d'un collège, et des états des maisons fournis régulièrement indiquant budgets, personnel, voire effectifs. Ainsi les visites effectuées annuellement par le Père « visiteur » désigné par le régime de l'Oratoire, dont les procès-verbaux sont conservés aussi bien dans l'établissement qu'à Paris (rubrique 15) ; de même, dans le cas des jésuites et des barnabites, les rapports annuels et triennaux envoyés à Rome par le supérieur local. L'abondante historiographie jésuite y a si largement puisé qu'il nous a semblé à la fois démesuré et vain de tenter à notre tour une investigation systématique dans les Archives romaines de la Compagnie.

Les documents émanant des institutions de tutelle représentent matériellement un volume beaucoup moindre d'archives que les fonds propres des établissements et les archives centrales des congrégations et ordres enseignants. Localement, dans les régions de forte tradition

urbaine, le collège est issu des écoles municipales médiévales et la ville garde sur lui un pouvoir d'autant plus étendu qu'il est resté modeste, d'où la nécessité de consulter des archives municipales où l'on trouve en particulier les contrats de principalité (rubrique 12) et les règlements d'administration (rubrique 16). Il était cependant impossible, dans le cadre d'une enquête nationale, de prétendre dépouiller l'ensemble des délibérations municipales de France et de Navarre, et il reste certainement beaucoup à découvrir, surtout dans les registres de délibérations du XVII^e siècle.

Les sources de l'administration étatique se sont révélées finalement assez pauvres, mais cette indigence est à la mesure d'une activité de contrôle finalement très lâche : l'État n'exerce sa surveillance que dans le cadre de la réglementation sur les biens de mainmorte : créations d'établissements (rubrique 12) et augmentation de dotations sont théoriquement autorisées par lettres patentes royales, les dossiers étant instruits par l'intendant. Dans l'inquiétude de voir proliférer les collèges (nous reviendrons sur cette question dans la deuxième partie de cet article) l'État a cependant lancé quelques grandes enquêtes dont les réponses, inégalement conservées, sont fort précieuses dans la mesure où elles forment une série homogène de descriptions précises d'établissements à un moment donné (rubrique 24) : citons en particulier l'enquête de Colbert en 1667-1669. L'expulsion des jésuites marque une étape décisive dans la mainmise de l'État sur l'enseignement. L'édit de février 1763 (qui comporte lui-même un questionnaire d'enquête dont les réponses sont recensées rubrique 21) marque la volonté royale d'instaurer une législation nationale en la matière. Une commission des collèges, créée au sein du Conseil est chargée de produire désormais la réglementation régissant les établissements, mais elle n'a pas laissé d'archives. En revanche, à l'intérieur de chaque ressort, les parlementaires ont pris à cœur l'exécution de la nouvelle législation : dans celui de Paris, l'activité de Rolland d'Erceville qui se reflète dans ses ouvrages imprimés peut être assimilée à celle d'un véritable ministère. Au-delà de l'Ancien Régime, le comité d'instruction publique de la Législative a lancé en décembre 1791 une enquête sur l'état financier des établissements alors en voie d'extinction à la suite des mesures prises en particulier sur les biens d'Église et les octrois : cette enquête devait permettre d'asseoir matériellement une réforme qui n'eut finalement pas lieu (rubrique 23). L'enquête de l'an IX enfin, qui camoufle la volonté de liquider le système des écoles centrales, repose sur les souvenirs que gardaient alors les notables locaux de la situation antérieure à la Révolution et a les défauts d'une

enquête orale, qui plus est, orientée (rubrique 23).

S'il est vrai que les évêques ont joué un rôle considérable dans la mise en place du réseau d'enseignement, l'organisation « politique » qui rassemble les prélats, le *Clergé* (Assemblées du Clergé et Agents généraux chargés de gérer les affaires dans l'intervalle des sessions quinquennales), ne s'est préoccupée que tardivement et partiellement des collèges, essentiellement à partir des années 1760. Une enquête lancée en 1780 pour s'opposer aux progrès de l'Etat en la matière n'a pratiquement pas reçu de réponse (rubrique 24). En revanche, dans le cadre de son diocèse, chaque évêque intervient directement (en particulier pour les unions de bénéfices) et a l'initiative des créations de petits séminaires établis sous sa seule dépendance : certains d'entre eux ont en fait un fonctionnement social qui les apparente à de véritables collèges. Organe du Conseil du roi, mais largement animée par l'épiscopat, la Commission des réguliers, créée en 1766 et présidée par l'archevêque de Toulouse Loménie de Brienne, s'est intéressée dans ses recensements aux établissements tenus par les congrégations et ordres réguliers : le fait pour certains d'entre eux de tenir des établissements scolaires alors que leur vocation propre n'était pas l'enseignement, constituait un atout considérable pour leur maintien à un moment où le critère discriminant tend à devenir l'utilité sociale.

La notice historique : qu'y trouve-t-on ?

Une fois répertoriées les sources principales des établissements et la bibliographie les concernant, il restait à proposer, dans le texte même de la notice, un récit synthétique de son histoire. Pour rendre l'exposé plus clair, nous l'avons fait précéder, dans le cas des collèges de plein exercice et des collèges d'humanités (trois régents et plus) d'un court dispositif indiquant la date de création, la qualité, le nombre et la fonction du personnel enseignant au moment de la Révolution, l'existence d'un pensionnat, et tous les effectifs scolaires connus. Nous ne pouvions éluder l'établissement d'une chronologie précise du développement de l'établissement, et sa description institutionnelle. Une fois accompli cet exercice monographique obligé, nous avons cherché à rendre compte de la fonction sociale du collège recensé : s'ouvre-t-il à un large public, y compris le monde de l'échoppe et de la boutique et la paysannerie ou n'accueille-t-il de façon privilégiée qu'une partie du spectre social ? Son rayonnement est-il local, régional, national ? Conduit-il aux rouages essentiels de l'État ou à

l'administration locale ? à l'armée ou à la cléricature ? Tous les documents permettant d'approfondir ces questions ont été mis à contribution : au premier chef les catalogues d'élèves (qui concernent 15 % des collèges environ) mais aussi les programmes d'exercices, les mémoires autobiographiques et tous rapports administratifs contemporains. Ce faisant, nous n'avons pas cherché à dissimuler les lacunes des sources, tout en tentant d'exploiter le moindre filon relatif à notre propos.

Ce rassemblement de données et cette juxtaposition de notices constituent-ils pour autant une œuvre nouvelle ? Nous n'avons guère à ajouter, quand un collège a déjà fait l'objet d'une solide monographie exploitant avec bonheur l'ensemble du fonds local : la plupart des établissements moyens sont dans ce cas. Les gros collèges en revanche, mis à part de brillantes exceptions (le collège de Guyenne à Bordeaux étudié par E. Gaullieur (6), Louis-le-Grand par G. Dupont-Ferrier (7), ou La Flèche par le Père de Rochemonteix (8)) ont, semble-t-il, fait reculer l'historien local par l'ampleur des sources à traiter. De la même façon, les établissements modestes ont donné lieu à des études fort inégales, à la mesure de l'ardeur et de la compétence des érudits locaux de la fin du XIXe siècle. Le recueil aura de surcroît l'avantage de renvoyer d'une notice à l'autre pour faire ressortir les rapprochements, les concomitances ou les décalages entre établissements — ce que la monographie, par sa définition même, s'interdit. Mais surtout un troisième volume, venant à la suite du répertoire, tentera de réunir sous forme synthétique, à travers cartes et graphiques les données dispersées au fil des notices. Dans les limites imparties à cet article, nous voudrions déjà présenter quelques résultats préliminaires relatifs à la constitution du réseau des collèges français et à sa géographie.

La chronologie qui se dégage de ce rassemblement de données confirme sans doute des faits déjà connus mais révèle aussi quelques surprises. La création des collèges n'est pas l'apanage d'une période particulière mais s'avère un phénomène continu tout au long de l'Ancien Régime. En dépit de la politique des administrateurs royaux qui, à partir de la seconde moitié du XVIIe siècle cherchent à réduire le nombre des établissements dans la crainte d'un trop-plein de clercs ou de juristes parasites, les fondations n'ont jamais cessé. Bien plus, lorsqu'au moment de l'expulsion des jésuites le pouvoir royal et les parlementaires ont cherché d'un commun accord à rationaliser la carte scolaire, les suppressions ont été, en définitive fort peu nombreuses. Au sein de ce flux ininterrompu, les rythmes sont, il est vrai, irrégu-

liers, les types de fondation variant et chaque période présente une configuration particulière qu'il convient de spécifier.

II – UN RÉSEAU DE BASE : LES COLLÈGES DE PLEIN EXERCICE (1520-1650)

Une première question, a priori simple, a consisté à tenter de dater avec précision le moment où l'on passe de l'école médiévale à un collège au sens moderne du mot. Dans bien des cas, le mouvement — qui se situe pour l'essentiel dans la seconde moitié du XVI^e siècle ne s'est pas fait du jour au lendemain. Pourtant plusieurs indices permettent de déceler les innovations et de fixer, avec le moins d'arbitraire possible, une date de départ. Ce peut être d'abord la conscience même que les contemporains ont eu de transformer leur établissement, et le changement définitif de dénomination de celui-ci. C'est, plus sûrement, l'apparition de classes progressives ordonnées hiérarchiquement suivant le *modus parisiensis* avec un régent attaché à chacune d'entre elles (et non plus des « pédagogues » entourant le principal et chargés simplement de répéter les leçons de celui-ci). C'est enfin — conséquence logique de l'organisation en classes séparées — la dévolution ou la construction d'un local spécifique à l'enseignement.

Avant 1560, le mouvement de transformation qui modèle les écoles municipales sur le *modus* des établissements parisiens est sans doute bien entamé mais il a touché surtout des grandes villes (par exemple Lyon 1527, Bordeaux 1533, La Rochelle 1538, Aix-en-Provence 1543, Nantes 1557). Dans ce cas, l'initiative part des échevins jurats ou consuls de ces grandes capitales provinciales, eux-mêmes fortement imprégnés de culture humaniste. Lorsqu'il s'agit de villes plus modestes, l'érection du collège est plus souvent due à la protection de la Cour ou à celle d'un haut dignitaire de l'Église. Soit quelques exemples : à peine fondé (en 1534) le collège de Nîmes bénéficie de la même faveur royale (1539) qui consolide définitivement son assise. L'érection d'Auch (1546) est due au mécénat de son archevêque, le cardinal François de Tourmon, diplomate et conseiller éminent de François I^{er}, qui, dès 1536, a fondé dans la petite cité de Tourmon, dont il est seigneur, un collège transformé par bulle papale en université (1552). Même processus à Aire-sur-Adour où en 1553 l'évêque obtient des lettres patentes l'autorisant à former la dotation de son collège. La toute petite ville de Billom en Auvergne a la chance

d'avoir pour seigneur Guillaume Duprat (le fils du chancelier Antoine Duprat) évêque de Clermont et fervent partisan de l'enseignement prodigué par les jésuites depuis qu'il a rencontré leurs théologiens en siégeant au Concile de Trente et qu'il correspond avec Ignace de Loyola. Soucieux de les introduire en France, et à défaut de pouvoir les installer immédiatement à Paris où l'hostilité conjuguée de la Sorbonne, du Parlement et de l'évêque l'en empêche, il propose aux Pères de la Compagnie de venir à Billom. Ceux-ci ne sont sans doute pas enthousiasmés par cette implantation fort modeste mais ne peuvent refuser cette offre à un prélat puissant qui, au bout du compte, favorisera leur établissement à Paris, but tant convoité. Nous pourrions aisément multiplier ces histoires singulières où la fondation résulte moins d'une volonté collective que de l'initiative d'un puissant personnage.

Il est sans doute vain de tracer des périodisations abruptes et les traits que nous venons de décrire ne disparaissent pas dans la période suivante : pour ne citer que deux exemples, Mauriac doit sa fondation au même Guillaume Duprat qui lègue par testament d'importantes sommes d'argent destinées à la construction des bâtiments et à l'entretien des jésuites qui le régenteront (testament du 25 juin 1560, ouverture en 1563) ; le collège d'Eu naît de la protection du duc Henri de Guise (1581-1582). Mais la vague de créations qui caractérise les cinquante années qui vont de 1560 à 1610 — la moitié des collèges de plein exercice existant en 1789 sont alors érigés — n'est pas réductible au mécénat de tel ou tel prince, qu'il soit d'Église ou non. Elle résulte d'une conjoncture nouvelle où trois protagonistes jouent un rôle décisif et unissent leurs efforts en dépit d'intérêts parfois divergents : les villes, le pouvoir royal, les Églises. Si l'une des périodes les plus troublées de l'histoire de France est, paradoxalement, l'une des plus fécondes en fondations scolaires, c'est bien que le collège est devenu un enjeu politique fondamental.

Dans ce mouvement, il est incontestable que les villes donnent l'impulsion initiale. A un moment où la bureaucratie d'État se développe par la multiplication des offices et des professions juridiques qui leur sont associées, l'éducation humaniste apparaît aux bourgeoisies qui tiennent le haut du pavé urbain comme un élément essentiel à l'ascension sociale de leurs rejetons. L'école de grammaire (dont beaucoup de villes sont pourvues depuis la fin du XVe siècle) semble désormais trop routinière et régie de manière désordonnée par des régents qui changent souvent d'année en année. Au lieu d'être contraints à envoyer leurs enfants au loin dans les villes universitaires

ou à payer les frais d'un précepteur privé, consuls et échevins souhaitent donc installer dans leurs murs un collège de type humaniste et sont prêts, pour retenir des régents qualifiés, à procurer une assise financière stable à leur établissement en augmentant les impôts municipaux (levées d'octroi par exemple). A ces attentes éducatives vient s'ajouter le fait que le collège est désormais perçu par les élites urbaines comme un instrument capital dans la lutte religieuse. Le temps où des régents réformateurs « vivant en catholiques et pensant en protestants » étaient tolérés (comme au collège de la Trinité à Lyon avec Barthélemy Aneau ou au collège de Guyenne à Bordeaux) est désormais bien révolu. Les municipalités exigent des régents qu'elles engagent une stricte orthodoxie religieuse (contrôlée généralement par l'autorité ecclésiastique locale, qu'elle soit catholique ou protestante) et précisent dans les règlements les devoirs religieux qui doivent être pratiqués au collège. Celui-ci appartient donc à la confession dominante de la cité où il s'implante : le premier réseau d'établissements protestants s'appuie sur les municipalités calvinistes.

De leur côté, les Églises ne restent pas en retrait. Soucieux de promouvoir la réforme du clergé dans leur diocèse, les évêques s'efforcent de mettre en place des séminaires suivant le modèle proposé au concile de Trente par le décret *Cum adolescentium aetas*. Dans un certain nombre de cas, il s'agit d'internats où des boursiers sont entretenus aux frais du clergé diocésain (sur lequel, au prorata des revenus des bénéfices, sont prélevées des cotisations) ; les élèves vont suivre les cours du collège voisin. A Reims (1567) par exemple, les séminaristes vont écouter les leçons d'humanités du collège des Bons Enfants ; même chose à Bordeaux où les étudiants du séminaire Saint-Raphaël (1583) se rendent au collège de la Madeleine. Des exemples analogues pourraient être fournis avec les deux séminaires fondés par le cardinal de Joyeuse l'un à Toulouse (1590 à 1601), l'autre à Rouen (ouverture en 1617), dont les boursiers vont au collège jésuite de la ville, avec le séminaire de Carpentras (1581) ou celui de Cavaillon (1586-1610). Plus souvent, dans la mesure où la création d'un séminaire diocésain se heurte à des obstacles financiers considérables — la dotation par un impôt ecclésiastique n'est guère de circonstance dans la conjoncture d'aliénation du temporel ecclésiastique à laquelle procèdent Charles IX et Henri III — les évêques se sont ralliés à la formule du collège et ont contribué à sa naissance. Le concile provincial de Bourges (1584) reconnaît que les séminaires établis sur le modèle du concile de Trente n'ont pu être érigés, pour ajouter aussitôt que « les collèges fondés par les églises ne manquent pas dans plusieurs villes, qui sont

comme des séminaires ». Nous avons vu plus haut les efforts de Guillaume Duprat pour introduire les jésuites. Bien d'autres exemples pourraient être cités tel celui de l'archevêque de Bordeaux Prévot de Lansac, qui avant même d'ériger le séminaire Saint-Raphaël, s'est employé à fonder dans sa cité épiscopale un collège de jésuites en espérant qu'il constituera un « séminaire » pour fournir son diocèse « de personnages doctes pour la consolation de ce pauvre peuple et érudition de la jeunesse » (1572). Le collège est bien l'un des vecteurs de la Réforme catholique.

Chez les réformés, la préoccupation est identique mais ne prend corps qu'à l'issue des guerres de religion. Le quatorzième synode national des églises réformées tenu à Saumur en 1596 invite chaque « province » à établir un collège subventionné par elle. Désormais les synodes ultérieurs vérifient attentivement les comptes de chaque établissement, accordent des subventions, répartissent en fonction des besoins les subsides annuels accordés aux Églises par le Trésor Royal suivant les dispositions de l'Édit de Nantes. De la paix religieuse et de l'aide financière du roi naît un nouvel ensemble de fondations entièrement soumises à l'autorité ecclésiastique.

Toutefois l'expansion des établissements dans la seconde moitié du XVI^e siècle n'aurait sans doute pas connu la même ampleur s'il n'y avait eu pour la soutenir une véritable politique de la monarchie. L'ordonnance d'Orléans (1560) — qui prescrit dans son article IX que dans toutes les villes où il y a église cathédrale ou collégiale les revenus d'une prébende du chapitre doivent être affectés à l'entretien du précepteur qui enseignera gratuitement la jeunesse urbaine — n'est certes pas la cause principale du développement des collèges mais elle a considérablement accéléré le phénomène. La mesure s'inscrit dans la logique de la politique des derniers Valois vis-à-vis du clergé : il s'agit de détourner au profit de tâches sociales jugées prioritaires — assistance ou enseignement — des institutions de l'ancienne Église que l'on souhaite affaiblir parce qu'elles ne sont plus perçues comme essentielles (ainsi de la récitation de l'office divin par les chapitres de chanoines, ou les confréries dont on veut réduire l'importance en raison du danger qu'elles présentent pour l'ordre social). Même si de longs et innombrables procès ont opposé les villes aux chapitres qui se refusent à l'application de l'ordonnance, les collèges disposent désormais en de très nombreux sites d'une assise financière sûre avec le revenu de la prébende préceptorale. Parfois même — comme l'article X de la même ordonnance en donnait la possibilité — les biens d'une confrérie ont été sécularisés : ainsi à Riom où les biens de la confrérie

du Saint-Esprit sont en 1582 réunis au patrimoine du collège. Vingt ans plus tard, le roi manifeste à nouveau toute l'importance qu'il attache à l'enseignement dans l'ordonnance de Blois (1579). Saluant le bien qui résulte de « l'institution des séminaires et collèges... pour l'instruction de la jeunesse tant aux bonnes et saintes lettres qu'au service divin » le texte royal enjoint aux archevêques et évêques « d'en dresser ou instituer en leurs diocèses et aviser de la forme qui semblera être la plus propre selon la nécessité et condition des lieux et pourvoir à la fondation et dotation d'iceux par union de bénéfices, assignation de pensions ou autrement ». La monarchie refuse donc d'enfermer les fondations à venir dans une seule formule définie strictement, laissant aux autorités ecclésiastiques le soin de choisir la plus adaptée aux circonstances locales, mais elle continue de compter sur les revenus d'Église pour affermir les établissements.

Le pouvoir royal, il est vrai, était d'autant plus enclin à pratiquer cette politique incitative qu'elle ne coûtait rien aux caisses du Trésor... Il serait toutefois inexact de réduire à ce seul aspect des exhortations royales en matière d'enseignement. Tout d'abord, dans les lettres patentes qui érigent les collèges, le roi autorise souvent les villes à procéder à une augmentation d'impôts municipaux soit pour construire les bâtiments, soit pour assurer la dotation régulière de l'établissement : ce sont autant de recettes potentielles qui échappent au fisc royal et dont les villes pourront faire valoir le poids lorsque la pression fiscale s'appesantira. Par ailleurs, surtout à partir de la fin du siècle, la monarchie accorde des subventions spécifiques aux établissements scolaires : les Églises réformées, on l'a vu, utilisent à cet usage une partie des subsides accordés par l'Édit de Nantes. Dans le même temps, Henri IV consent des « crues » sur les gabelles du sel débité en Languedoc au collège de Montpellier (1596) et à ceux de Béziers et Pézenas (1597) ; une subvention analogue sur le sel débité en Provence est consentie au collège d'Aix-en-Provence (1603). Fastueusement doté par le roi qui veut en faire un lieu exemplaire d'études pour la noblesse de son royaume, le collège de La Flèche bénéficie surtout d'unions d'abbayes et de prieurés demandées directement par Henri IV au Pape Clément VIII, mais aussi du droit sur les « papegaux de l'arc et de l'arbalète » en Bretagne qui est un impôt sur la vente du vin au détail (estimé à 7 000 livres annuelles en 1761). Cette intervention directe de la monarchie n'est pas un simple feu de paille puisqu'on la retrouve identique sous le règne de Louis XIII : ainsi à Vienne (cruie sur la gabelle du sel débité en Dauphiné 1624) à Montferrand (augmentation de 4 000 livres sur les impôts levés en Auvergne avril 1630),

à Grenoble (crue sur la gabelle du sel débité en Dauphiné, novembre 1633) ; voire même au début du règne de Louis XIV : ainsi à Villefranche de Rouergue (imposition de 1 300 livres sur l'ensemble de l'élection, 1651) ou à Riom (imposition de 2 000 livres sur l'ensemble de l'élection, 1658).

Emprise des congrégations enseignantes

Après cette période de croissance rapide la première moitié du XVII^e siècle (que l'on peut prolonger jusque dans les années 1660-1670) se caractérise plutôt par la consolidation de l'effort entrepris au cours des décennies précédentes. Le flux des créations ne s'est pas arrêté mais il a notablement décliné (de près de la moitié) et il concerne désormais des établissements de taille plus modeste (collèges d'humanités et petits collèges à deux régents seulement). L'initiative urbaine reste vivace, surtout dans les régions à forte tradition municipale (Provence, Languedoc, Nord de la France). Cependant le phénomène le plus significatif de cette période est la remise des collèges créés dans la phase précédente aux congrégations séculières issues de la Réforme catholique : jésuites, oratoriens, doctrinaires. Entre 1600 et 1640 les jésuites prennent en charge 59 collèges soit plus de la moitié du total des collèges qu'ils ont tenu dans la France d'Ancien Régime. Il en va de même pour les oratoriens qui entre 1616 et 1640 acceptent 18 établissements (soit plus des deux tiers de leurs collèges). Cette confiance accordée aux congrégations témoigne de la pénétration des courants spirituels post-tridentins au sein de la noblesse de robe et plus généralement du milieu des officiers royaux, mais aussi d'un souci réaliste d'assurer stabilité et durée aux établissements scolaires par la permanence d'un personnel sacerdotal irréprochable aussi bien sur le plan des mœurs que sur celui de la compétence pédagogique. Les municipalités sont lassées d'avoir à résoudre presque chaque année des problèmes de recrutement parce que le régent laïc, souvent marié, a abandonné sa chaire pour une situation plus lucrative ailleurs. Les congrégations les déchargent de ce souci et leur offrent en même temps l'assurance d'un enseignement de qualité, étant donné la formation intellectuelle et spirituelle reçue par leurs membres.

Les évêques ne pensent pas autrement qui voient dans l'implantation des jésuites le meilleur rempart contre l'hérésie. De ce fait, ils sont prêts à octroyer généreusement en faveur des Pères de la Compagnie des réunions de bénéfices (abbayes, prieurés ou cures) au

patrimoine des collèges, unions qu'ils n'auraient certainement pas concédées à des régents simples laïcs ou même prêtres séculiers. Il n'est pas douteux que les promesses épiscopales faites au moment de l'engagement des jésuites ont pesé lourd dans la décision des municipalités : les contrats passés stipulent en effet, pour la plupart, l'obligation pour les villes d'assurer aux établissements une somme fixe de revenu annuel dont le montant global sera automatiquement réduit au fur et à mesure que se constituera leur dotation par union de bénéfices ou acquisition de biens propres. Lorsqu'on examine la répartition des revenus des collèges français, on n'est pas peu frappé de constater que les établissements jésuites ont bénéficié, beaucoup plus amplement que tous les autres, des largesses épiscopales. Si l'on ajoute à celles-ci les legs ou donations faites par de riches particuliers en une période où la rente foncière et la dîme triomphent, on s'explique mieux leur prospérité financière ; c'est d'ailleurs le moment du plus grand essor des constructions de bâtiments scolaires et des églises jésuites, en particulier sous la direction de l'infatigable Etienne Martellange.

Un autre signe manifeste de façon visible la consolidation des établissements : l'extension et l'achèvement du *cursus* dispensé. Bien des collèges n'avaient été créés au XVI^e siècle qu'avec un nombre de classes restreint, les notables urbains réservant à des temps meilleurs l'augmentation des cours. C'est le plus souvent au cours de la première moitié du XVII^e siècle que sont créées une puis deux chaires de philosophie, voire un ou plusieurs cours de théologie. Ce développement des collèges dénommés « de plein exercice » est une nouvelle preuve du ralliement épiscopal à la formule du collège puisque les enseignements ainsi dispensés ont pour vocation essentielle de former des futurs clercs. Ce soutien, il est vrai, se relâche quelque peu à partir des années 1650-1680, dans la mesure même où s'élabore de manière de plus en plus ferme le modèle du séminaire d'ordinands accueillant des jeunes gens *après* leurs années de collège pour les préparer aux ordres sacrés. Les évêques réservent désormais à l'édification de celui-ci la priorité de leurs efforts et de leurs sacrifices financiers (en particulier les unions de bénéfice).

III – LA PROLIFÉRATION DES PETITS COLLÈGES ET DES RÉGENCES LATINES (1650-1789)

Au-delà de 1650, le phénomène majeur est peut-être la distorsion qu'on observe entre la volonté d'une administration d'Etat affirmée à

plusieurs reprises (*Testament politique* de Richelieu, enquête de Colbert 1667-1669, enquête de Louvois 1685) de diminuer le nombre des collèges et la prolifération d'établissements modestes : régences latines, petits collèges, collèges d'humanités à trois régents seulement. En effet, en 1660, le réseau des collèges de plein exercice est pratiquement constitué. La multiplication des petits établissements correspond à une demande croissante d'éducation de la part des notables de petites villes (en général de 3 000 à 5 000 habitants). Cette poussée nouvelle se rattache à la fois au développement d'un sentiment familial qui incline les parents à vouloir garder leurs enfants plus longtemps au foyer domestique, et au patriotisme de clocher qui fait désormais apparaître le collège comme un équipement culturel discriminant dans l'échelle des prestiges urbains. Mais alors que les grands collèges créés au XVI^e siècle ont pu bénéficier de sources multiples de revenus qui leur assurent une confortable assise financière, les modestes cités ou bourgades qui entreprennent de mettre sur pied un enseignement du latin ne peuvent offrir qu'une médiocre subvention communale proportionnée aux ressources dont elles disposent. Aussi bien, lorsqu'elles se tournent vers des congrégations enseignantes pour leur demander de se charger de leur établissement sont-elles courtoisement mais fermement éconduites. Les jésuites se montrent peu enclins à affaiblir le rayonnement de leurs collèges par des implantations trop rapprochées dans une même région, et rappellent de surcroît leur exigence d'un revenu « fixe et immuable » (ainsi à La Réole en 1680). A ces hésitations, vient s'ajouter, dans le cas des oratoriens, la suspicion de jansénisme et la surveillance étroite dont la congrégation est l'objet de la part de la cour : d'où le refus de plus d'une vingtaine de propositions émanant de petites villes (ainsi La Fère, Nogent-le-Rotrou, Redon, Niort, Loches, Semur-en-Auxois, Châtillon-sur-Seine, Brie-Comte-Robert, etc.) dans les années 1675-1690. De la même façon, on ne compte dans les trente dernières années du XVII^e siècle que trois collèges pris en charge par les doctrinaires (contre quinze dans la période 1640-1670).

Des congrégations ou des ordres non enseignants (carmes, récollets, augustins, trinitaires, etc.) ont pu alors être sollicités. Dans la mesure où les communautés auxquelles s'adressaient les municipalités étaient déjà installées dans les murs de la ville, la législation colbertienne sur les biens de mainmorte, interdisant pratiquement toute érection de nouvelle maison (édit de décembre 1666) se trouvait contournée. Le recours aux religieux a été ainsi largement utilisé par les municipalités. Il comportait cependant des inconvénients qui en limitèrent l'exten-

sion. Les communautés elles-mêmes n'étaient guère enclines à se charger de tâches sans profit pécuniaire en une période où les exigences fiscales de l'Etat se faisaient lourdes : il n'est que de songer aux droits d'amortissement demandés aux gens de mainmorte en 1689 et 1700. La question du recrutement des maîtres se trouvait certes résolue mais leur compétence était loin d'être garantie : la notabilité urbaine ne tarda pas à nourrir de multiples griefs contre ces enseignants sans vocation qui perdirent une partie de la clientèle locale, sinon la confiance de la municipalité qui les avait appelés. Bon gré, mal gré, la majorité des villes a dû garder dans ces établissements modestes un personnel séculier.

L'émergence des régences latines à la fin du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle va de pair avec la spécification, à la fois sociale et pédagogique, de l'école élémentaire. C'est au cours de la période 1660-1720 que le zèle réformateur des évêques veille le plus attentivement à la mise en place des petites écoles rurales et au recrutement de leurs maîtres, et qu'à la ville se développe le grand mouvement des écoles de charité. Cette immense campagne qui vise à réduire la « prodigieuse ignorance » des pauvres (et à les policer) circonscrit en même temps un public (le peuple, et au sein de celui-ci les plus pauvres pour les écoles gratuites) et les connaissances qu'il convient de lui inculquer : en excluant l'apprentissage des rudiments du latin, Jean-Baptiste de La Salle trace une frontière qui n'existait pas encore dans l'*Escole paroissiale* de Jacques de Batencourt (1654). Cette articulation entre un programme pédagogique et un public socialement déterminé ne s'est évidemment pas faite du jour au lendemain ni partout : décalages chronologiques et géographiques ont persisté jusqu'à la fin de l'Ancien Régime dans une France qui n'est guère unifiée. Mais la différenciation entre le régent de latin et le régent élémentaire semble bien naître de l'assignation sociale de filières pédagogiques. Plaident en ce sens deux données concomitantes : d'une part l'apparition ou le développement dans les années 1680-1710 de pensionnats destinés à l'élite (particulièrement nobiliaire) qui acceptent d'accueillir des enfants dès l'âge de sept ans alors même qu'ils ne savent pas lire : par exemple chez les bénédictins de Saint-Maur à Saint-Germer de Fly, Pontlevoy ou Sorèze, chez les oratoriens à Juilly. D'autre part la multiplication de petites classes à l'intérieur des collèges (7^e et 6^e préparatoires au cycle de latin) accroît la distance aussi bien sociale que culturelle entre le collège et l'école élémentaire.

De cette évolution découlent au moins deux conséquences. Tout d'abord la présence de grandes congrégations enseignantes dont les

établissements étaient répartis sur l'ensemble du territoire assurait une homogénéisation des cursus suivis du fait de l'existence de *Ratio studiorum* définissant avec précision programmes et méthodes de chaque classe – l'édition définitive de la Ratio jésuite date de 1599, celle rédigée par le Père Jean Morin pour les oratoriens, de 1645 – et garantit une certaine égalité de niveau, à classes équivalentes, entre collèges de la même congrégation, d'autant plus aisément que les régents circulent régulièrement d'un collège à l'autre au fil des nominations décidées par les autorités hiérarchiques auxquelles ils sont soumis (provinciaux chez les jésuites, conseil de l'Oratoire chez les oratoriens). A preuve l'épisode raconté par Marmontel dans ses *Mémoires* qui, sortant du collège de Mauriac en rhétorique, subit brillamment un examen d'entrée pour la classe de philosophie au collège de Clermont après avoir feint d'avoir été élevé chez un curé de campagne et refusé d'utiliser les attestations élogieuses de ses régents qu'il venait de quitter. Il en va tout autrement dès lors que se multiplient des institutions modestes. Il est fréquent, pour ne pas dire habituel au XVIII^e siècle de voir les élèves venus de collèges de province dans ceux de l'université de Paris redoubler la classe dont ils sortent, quand même ils ne rétrogradent pas dans une classe inférieure. Pour avoir une estimation quelque peu objective du niveau atteint par les écoliers des petits établissements, il faudrait ainsi déterminer dans quelle classe ils étaient admis dans les collèges de plein exercice où ils venaient achever leurs études. Ce critère est d'ailleurs bien celui des notables de ces petites villes qui accordent leur estime au régent latiniste en fonction de la réussite de leurs rejetons dans le collège provincial. Mais, au-delà des allégations glanées dans les délibérations municipales sur la performance de tel ou tel maître, la confrontation entre la liste des écoliers de l'établissement local et celle du collège d'accueil n'est possible que dans un nombre très limité de cas (par ex. de Saint-Marcellin à Belley).

Les collèges de plein exercice subissent dans leurs effectifs le contrecoup de cette concurrence institutionnelle ; leur taille moyenne ne cesse de décroître de la mi XVII^e siècle à la veille de la Révolution, et les établissements dépassant 500 élèves en 1789 sont l'exception. Tout se passe comme si une loi analogue au principe des vases communicants avait fonctionné. Cette décreue du nombre moyen des élèves par établissement est également due à la constitution du réseau des écoles élémentaires aussi bien urbaines que rurales : le collège et surtout le collège de plein exercice s'est déchargé sur elles de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. De ce point de vue il ne faut pas

se laisser leurrer par des dénominations identiques qui, à un siècle ou un siècle et demi de distance désignent des réalités fort diverses. La sixième du collège jésuite d'Auch au début du XVII^e siècle correspond à une classe élémentaire où l'élève apprend d'abord à épeler. Les sixièmes créées un siècle ou un siècle et demi plus tard sont des classes de « rudiments » où les élèves s'exercent aux déclinaisons et conjugaisons de la grammaire latine.

On sait que le XVIII^e siècle voit la forme scolaire se développer sur des terrains où jusqu'alors elle n'avait guère pénétré, en particulier le terrain professionnel. Les fils de grands négociants, après une éducation sous la conduite d'un précepteur, allaient s'initier aux techniques commerciales dans les maisons d'Amsterdam ou de Londres avec lesquelles leur famille se trouvait en correspondance d'affaires. Quant à l'apprentissage artisanal, il restait interne au métier. A ces modes de formation qui, il faut l'avouer, restent dominants, viennent se substituer des formules scolarisées qui répondent de manière appropriée aux attentes éducatives des milieux auxquels elles s'adressent : c'est le cas par exemple des pensionnats des frères des Écoles chrétiennes qui dispensent aux fils de la grande bourgeoisie d'affaires un enseignement à la fois technique (dessin, architecture, hydrographie) et commercial (initiation à la comptabilité, aux changes étrangers, aux arbitrages en banque) ; c'est le cas aussi des écoles de dessin qui se multiplient à partir de 1750 et visent une clientèle d'artisans qualifiés dont le métier est lié à la commande aristocratique. Cette avancée d'un enseignement technique, qui rencontre d'autant plus de succès qu'elle intervient à un moment où le consensus sur le latin éclate dans l'opinion publique, n'apparaît évidemment pas dans notre répertoire qui s'est donné pour objet de recenser les écoles *latines*. Mais ce mouvement de « professionnalisation » des filières éducatives n'échappe pas entièrement à l'enseignement classique. Les écoles militaires, créées en 1776 se sont greffées sur d'anciens collèges : destinées à former de futurs officiers elles présentent un programme d'humanités « modernes » qui réduit la part du latin sans l'exclure complètement. Les petits séminaires qui se multiplient au XVIII^e siècle séparent dès leur jeune âge les futurs prêtres du reste de la classe d'âge. Les séminaires posttridentins étaient de simples pensions, tenues dans un esprit sacerdotal, mais dénuées de tout enseignement, les élèves se rendant au collège local pour suivre les cours d'humanités. Plusieurs évêques estiment désormais nécessaire la création d'une filière éducative soumise à leur tutelle directe et dispensant un enseignement spécifique à l'intérieur de bâtiments propres, afin d'assurer la formation

d'un clergé qui se conformera aux normes éthiques de la Réforme catholique parce que les *habitus* correspondants lui auront été inculqués dès l'enfance. Ils sont d'ailleurs encouragés à cette solution par la législation royale elle-même : l'édit de décembre 1666 que nous évoquions plus haut exclut explicitement de son champ les séminaires ; une déclaration du 15 décembre 1698 invite expressément les prélats à établir, dans les diocèses où il y a déjà des grands séminaires (le texte dit « pour des clerks plus âgés »), « des maisons particulières pour l'éducation des jeunes clerks pauvres depuis l'âge de douze ans, qui paraîtront avoir de bonnes dispositions pour l'état ecclésiastique », en pourvoyant à leur entretien par union de bénéfices. Les formules statutaires adoptées ont pu varier, soit qu'il y ait eu fusion avec un collège préalablement établi, soit qu'il y ait eu fondation de toutes pièces. L'enseignement dispensé pouvait comporter soit la totalité du cycle des humanités (séminaires-collèges) soit se réduire à la philosophie. Cette dernière solution est souvent née de l'hostilité doctrinale que l'évêque éprouvait à l'égard des thèses philosophiques développées à l'intérieur du collège local (ainsi à Angers dans les années 1695-1700 le petit séminaire, de simple internat, se transforme en cours de philosophie et contrebalance l'enseignement cartésien dispensé par les oratoriens ; la création du petit séminaire d'Auxerre en 1719 par l'évêque janséniste Caylus a des raisons exactement inverses : il s'agit de soustraire les jeunes diocésains à l'emprise jésuite). Lorsqu'on reporte sur une carte les implantations des séminaires-collèges, on est frappé par la régionalisation qui se dessine, privilégiant une France de l'Ouest, du Centre-Ouest et du Sud-Ouest (pour ne citer que quelques exemples : Saint-Servan, Beaupréau, Saint-Gaultier, Saint Geniez d'Olt, Laguiole, Marmande, Mussidan, Larressore, Dax). Dans ces régions, le pouvoir épiscopal entend pallier l'insuffisance d'un réseau scolaire particulièrement lâche. La chute des ordinations à partir des années 1750, tout comme l'expulsion des jésuites, ont sans doute rallié à cette solution nombre de prélats inquiets du progrès des idées philosophiques et soucieux de faciliter l'accession à la cléricature de catégories moins aisées.

La seconde mutation qui affecte l'enseignement du XVIII^e siècle modifie qualitativement l'équipement scolaire existant : à partir des années 1750, les collèges sont touchés par le grand mouvement, plus que séculaire, qui voit dans la mise en pension de l'enfant une formule éducative idéale puisqu'elle assure au sein d'un même établissement l'instruction, la surveillance morale et l'apprentissage des exercices mondains enseignés dans des leçons particulières. Au logement chez

l'artisan local auquel les parents apportaient régulièrement des produits de leur terre pour l'entretien de leur progéniture (comme le raconte par exemple Marmontel) se substitue progressivement l'internat pour lequel les jésuites avaient toujours éprouvé de vives réticences (ils n'ont ouvert que 16 pensionnats dans la centaine de collèges qu'ils dirigeaient). Le modèle des pensionnats élitistes fondés ou développés dans les années 1680-1700 sert de référence et se diffuse alors très largement : la plupart des lettres patentes confirmant les collèges après le départ des jésuites autorisent l'ouverture de pensionnats et les prospectus distribués par les établissements eux-mêmes vantent à l'envi la qualité de l'éducation dispensée. On peut même noter, dans les textes, l'influence immédiate, jusque dans des institutions modestes, de l'École militaire de Paris créée en 1751 (relayée par les douze écoles militaires de 1776) : que de défilés proposés à l'ardeur guerrière de jeunes pensionnaires, que de trousseaux copiant l'uniforme des boursiers du roi ! Il est vrai que notre répertoire ne recense qu'une partie — peut-être la moins importante — des pensionnats puisque, par définition, lui échappent les pensions *privées* dont on sait l'extraordinaire expansion au cours des dernières décennies de l'Ancien Régime.

IV – ESQUISSE D'UNE GÉOGRAPHIE RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT SCOLAIRE

Brosser à gros traits une esquisse de la chronologie du réseau scolaire estompe les différences régionales. Il serait absurde de postuler un fonctionnement identique de tous les collèges sur la surface du royaume. Les établissements d'éducation, comme les autres, s'insèrent dans des économies et des cultures régionales dont les disparités demeurent encore très fortes à la fin de l'Ancien Régime. Quelques cas éclaireront mieux ces dissemblances régionales.

Soit l'exemple breton, qui manifeste une structure tout à fait hétérogène au reste du royaume : les écoles élémentaires sont quasi inexistantes dans les campagnes et les taux d'analphabétisme constituent le record français. Le catéchisme se fait en breton dans la partie bretonnante et est appris par cœur par les enfants, sans aucun rapport à l'écrit. Tout au plus y a-t-il au village un repérage des enfants les plus doués par les curés mais peu d'institutions éducatives stables. Les collèges de la province sont peu nombreux — onze au total pour une population globale de 2 300 000 habitants — et presque tous des

collèges de plein exercice (deux collèges d'humanités seulement : Plouguernevel et Ancenis). Ils sont aussi presque les seuls en France à avoir conservé des effectifs pléthoriques, accueillant souvent dans leurs murs plus de 500 élèves. A considérer leur recrutement à travers les listes d'élèves qui nous sont parvenues, la campagne l'emporte de beaucoup sur la ville. Certes, on retrouve ici comme ailleurs les enfants de la noblesse ou des notabilités marchandes et officières de la ville où est implanté le collège. Mais au collège de Vannes par exemple, les Vannetais d'origine ne forment que 19 % des élèves, et, du diocèse, la part des élèves urbains n'atteint qu'un peu plus du tiers des effectifs. Nous avons là d'ailleurs un reflet très atténué du caractère essentiellement rural du diocèse de Vannes : 85 % des Morbihannais sont des campagnards. La ville est donc plus de deux fois mieux représentée au collège que dans la population (9). Il reste que le sous-encadrement administratif, la rareté des fonctions tertiaires, la faible utilisation de l'écrit dans des petites cités encore très ruralisées ne sont guère des facteurs d'attraction vers le collège. Mais au bout du compte pourquoi alors tant d'élèves campagnards ? La réponse est assez simple : au-delà de la présence d'une petite noblesse besogneuse ou misérable, soucieuse de procurer à ses fils un minimum d'éducation, l'essentiel vient de la paysannerie (80 % des élèves ruraux sont fils de laboureurs) et se destine à entrer dans le clergé. Le taux de cléricatisation que nous pouvons établir à partir des listes d'élèves atteint plus de 40 % pour les campagnes morbihannaises, ce qui veut dire que 4 élèves ruraux sur 10 entrent dans le clergé. Ce taux, que nous n'avons rencontré nulle part ailleurs, est confirmé par l'analyse de la composition socio-professionnelle du clergé morbihannais à la même époque qui est à plus de 50 % d'origine paysanne (10). Et le diocèse de Vannes est l'un des très rares diocèses français, avec celui de Saint-Brieuc, à voir sa courbe des ordinations sacerdotales monter dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (11). C'est que, dans le Morbihan, une prolifération de petits bénéfices maintient sur place un « prolétariat » clérical surabondant de chapelains qui ailleurs a disparu : à la veille de la Révolution, sur 820 prêtres séculiers, on compte 370 chapelains ou prêtres habitués, soit un peu plus de 45 % (12). Une forme ancienne d'encadrement de la vie religieuse a donc subsisté beaucoup plus longtemps et a pu canaliser les ambitions sociales d'une paysannerie de petits propriétaires et de domaniers. Dès lors le collège de Vannes — et avec lui sans doute la plupart des collèges bretons — semble avoir pour fonction première de fournir des prêtres au clergé diocésain.

Autre est le cas des pays du Maine et de l'Anjou. Ici (c'est-à-dire dans les actuels départements de la Sarthe, de la Mayenne et du Maine-et-Loire), un réseau d'écoles élémentaires assez lâche a été fondé à la fin du XVI^e siècle et au XVII^e siècle sous l'impulsion de pieux ecclésiastiques qui ont donné terres ou rentes pour les entretenir. De la même façon, à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e, des hommes d'Église fondent de petits collèges à Doué-la-Fontaine, Beaupréau, Baugé, Beaufort, Ernée, etc. petites villes dépourvues pour la plupart de support administratif. Ces établissements se développent au cours du XVIII^e siècle et s'adjoignent des pensionnats de 10 à 20 élèves aux tarifs plus modestes que dans les collèges de plein exercice (environ 200 livres par an). Ils accueillent généralement les enfants de l'ABC jusqu'à la troisième. Convenablement dotés, recevant en outre les rétributions que paient les élèves et qui peuvent atteindre de 10 à 24 livres, ils suffisent aux aspirations des notabilités locales de l'échoppe et de la boutique, comme le notent par exemple les administrateurs du collège de Doué-la-Fontaine en 1763 : « sur 70 ou 72 écoliers dont ce collège est composé, il n'y en a peut-être pas 12 qui finissent leurs études, la plupart se contentant de savoir lire, écrire et orthographier, et un peu d'arithmétique. Ceux qui vont jusqu'en seconde ou rhétorique, et même au-dessous, quittent pour embrasser le commerce et les arts, n'y ayant que très peu de bourgeois et ceux des environs étant cultivateurs » (13). Lorsque François-Yves Besnard, fils d'un gros laboureur d'Anjou (son père est fermier d'un prieuré d'une superficie de 160 hectares) nous décrit l'itinéraire qui le conduit d'abord au collège de Doué, puis à celui d'Angers où il entre en rhétorique, enfin au petit séminaire de la même ville où il fait ses deux années de philosophie avant d'entrer au grand séminaire et à la faculté de théologie, le destin qu'il retrace n'est celui que d'un petit nombre (14). D'ailleurs le sort de ses deux frères est bien différent : l'aîné, Pierre-Yves, ne reste qu'un an au collège de Doué « ayant obstinément refusé de continuer le latin et déclaré qu'il préférerait rester à la maison pour toucher les bœufs et apprendre à labourer » (15) ; quand au puîné, après quelques années passées au collège de Doué, sa mère le place au pensionnat des frères des écoles chrétiennes à Angers pour y apprendre la tenue des livres de comptabilité ; il ne s'y plaît pas davantage puisqu'il s'engage peu après dans l'armée... (16). A travers cette geste familiale ou en lisant les Mémoires d'un La Revellière-Lépeaux, angevin lui aussi, on comprend mieux la fonction de ces petits établissements au rayonnement limité : ils suffisent à la plupart mais sont, pour une minorité d'élèves, la première

étape vers le grand collège. Une hiérarchie de fait s'établit ainsi entre la métropole provinciale qui assure pour l'ensemble régional les études de la fin du cursus et les petits collèges qui dispensent un « premier cycle » de grammaire à une échelle réduite. Soulignons trois traits originaux de ce dispositif : les collèges sont entre les mains des prêtres séculiers ; ils tirent leurs revenus de biens propres ; leur implantation n'obéit pas à une logique administrative quelconque, d'où une densité inhabituelle d'établissements concurrents ; enfin les taux de cléricisation y semblent élevés : sur les 46 condisciples que François-Yves Besnard évoque à propos de son séjour au collège de Doué, 14 sont devenus prêtres séculiers ou sont entrés dans les abbayes bénédictines particulièrement nombreuses dans cette région (17). La mémoire du nonagénaire semble ne pas avoir privilégié les clercs qu'il a pu côtoyer ensuite dans sa carrière ecclésiastique car au Mans, si l'on s'en tient aux seuls élèves de rhétorique et de logique (ces deux dernières classes étant justement celles où entrent les élèves issus des petits collèges environnants) le taux des tonsurés atteint respectivement 41,2 % pour la période 1719-1721 et 38,3 % pour la période 1779-1781 (18).

Ce qui frappe en Provence, c'est aussi la multitude des collèges dont la plupart des petites villes s'enorgueillissent : Brignoles, Lorgues, Saint-Maximin, Manosque, Forcalquier, etc. Ici l'oligarchie qui tient le consulat a à cœur de maintenir l'établissement d'enseignement. Mais ces institutions, baptisées « collèges », sont extrêmement fragiles : dans les meilleurs cas trois régents, plus souvent deux, un seul parfois, même si plusieurs postes sont prévus. Les petits collèges provençaux n'ont pour revenus fixes que l'indemnité communale, faible et difficilement augmentable du fait de l'endettement des communautés urbaines. Leurs effectifs sont fort minces, de l'ordre de 10 à 20 écoliers et leur rayonnement se limite quasiment à l'espace urbain. C'est en fait qu'ils n'ont pour toute clientèle que celle des fils de la « bourgeoisie » locale, rentière ou officière. On peut d'ailleurs percevoir nettement les conflits qui traversent les oligarchies urbaines à propos de l'enseignement classique. Ainsi à Grasse, de 1765 à 1788, le clan qui s'oppose à toute réforme du collège et à sa remise aux mains des oratoriens pour assurer sa stabilité et son développement est animé par un groupe de marchands, soutenu par l'évêque ; en dépit d'un contrat passé par le consulat le 27 juillet 1765, les oratoriens ne prirent jamais possession du collège qui continua à végéter jusqu'à la Révolution (19). De la même façon, à La Ciotat en 1785, un vote de l'assemblée des chefs de famille s'oppose par 77 voix contre 65 au rétablissement du collège fermé par les oratoriens en 1780 ; le groupe

hostile au collège est mené par les négociants et les capitaines de navire qui ne voient guère l'utilité d'un établissement classique dans leur cité dont l'activité principale est tournée vers la mer (20).

La Bourgogne offre peut-être l'exemple le plus frappant d'un espace scolaire rigoureusement hiérarchisé suivant l'importance administrative des villes et la composition socio-professionnelle de leurs populations. A la base et jusque dans la campagne un réseau d'écoles élémentaires largement répandues (sauf dans la partie nivernaise et morvandelle). Les petites villes de 2 000 à 5 000 habitants, chefs-lieux de bailliage, de présidial et d'élection ont presque toutes un collège d'humanités ou un petit collège, relayés par des régences latines dans les localités plus modestes. Soit deux villes voisines de même taille (environ 5 000 habitants), Avallon et Semur-en-Auxois, toutes deux aux fonctions analogues (chefs-lieux de subdélégation, de bailliage et d'élection) : l'une se dote en 1664 d'un collège de plein exercice confié aux doctrinaires ; l'autre ne conserve jusqu'à la Révolution qu'un petit établissement qu'elle a confié aux carmes : trois régents doivent y enseigner jusqu'en rhétorique. Mais la capacité des carmes semurois semble avoir été médiocre, comme l'atteste la visite faite en 1744 au collège : « Il fut reconnu que les écoliers de seconde et de rhétorique voient les mêmes livres, savoir les *Commentaires* de César et les *Odes* d'Horace ; qu'ils avaient tous composé en vers ; ceux des rhétoriciens se sont trouvés des plus mal tournés en sorte qu'à peine seraient-ils avoués par de bons troisième... » (21). Le collège des carmes jouit d'une réputation détestable qui entraîne une émigration des petits Semurois les plus huppés vers les autres collèges : Avallon, Troyes, Dijon, voire Paris (22). D'où vient la réussite dans un cas et l'échec dans l'autre ? Au-delà des phénomènes circonstanciels dus à la capacité plus ou moins grande des congrégations en cause, on est en droit de se demander si le poids respectif des différentes catégories intéressées au développement du collège dans la population urbaine n'a pas joué un grand rôle. Certes, si l'on compare globalement les données du rôle des tailles à Avallon en 1765 et celles de la contribution mobilière à Semur en 1791 (23), on aboutit à des pourcentages voisins de notables (ici compris en additionnant noblesse, « bourgeoisie », offices, professions libérales et marchands) : d'un côté 25,8 %, de l'autre 26,9 % ; mais, à Avallon, offices et professions libérales comptent pour 14 %, contre 8 % seulement à Semur, ville essentiellement boutiquière. La plupart des commerçants semurois se contentaient vraisemblablement du collège des carmes.

De cette répartition régulière des établissements naît une hiérarchie

qui distingue les collèges ou les régence de début d'études des collèges de fin d'études. L'aire d'influence du collège d'Avallon se situe dans un rayon d'une quarantaine de kilomètres autour de la ville. Mais l'espace ne se parcourt pas de la même manière par tous les enfants : on entre d'autant plus tard à Avallon qu'on a le privilège de venir d'une ville ou d'un bourg où il y a déjà un établissement, petit collège ou régence latine. Après le collège, plus de 20 % des élèves poursuivent des études soit aux universités de Paris (droit et médecine), de Dijon (droit), de Montpellier (médecine), soit dans les séminaires diocésains d'Autun, Auxerre, Langres ou Dijon. Mais si on isole le taux de cléricatisation, il atteint 9 % pour les élèves de la ville, 11 % pour ceux de l'extérieur : nous voici loin des taux bretons... L'espace scolaire qui s'est constitué ici de fait semble conforme aux vœux exprimés par les parlementaires et les maîtres de requêtes chargés de veiller à la réforme des collèges après 1763.

*

Au terme de ces quelques pages, nous sommes bien conscients des caractères répétitif et inachevé de cet article, qui peuvent apparaître comme autant de défauts. Répétitif puisque les grandes lignes du cadre chronologique que nous avons esquissé sont bien connues ; inachevé car nous sommes volontairement refusé à accompagner nos affirmations de l'appareil démonstratif habituellement requis dans notre discipline. C'est au terme seulement de l'enquête qu'une analyse sérielle peut prendre sens. Nous avons souhaité simplement présenter au lecteur quelques hypothèses qui désignent une étape provisoire du travail accompli. D'autres naîtront au fur et à mesure de son avancement, concernant une statistique globale de la population scolaire, la sociologie de recrutement, ou les pratiques éducatives (règlements de discipline, théâtre, exercices publics). De divers côtés, en France et à l'étranger, se multiplient aujourd'hui les attaques contre une histoire quantitative dont on condamne le despotisme ou la sophistication. Sans entrer ici dans ce débat, nous voudrions seulement rappeler que le chiffre n'a jamais été autre chose qu'un instrument pour la réflexion, un outil heuristique. A vouloir s'en passer, on risque fort de retomber soit dans une description impressionniste, soit dans une idéologie tout aussi contestable que celle que nous condamnons chez

les auteurs cléricaux ou anticléricaux de la fin du XIXe siècle, d'autant plus facilement que le front du débat s'est, depuis, déplacé.

Marie-Madeleine COMPÈRE
Institut national de recherche pédagogique

Dominique JULIA
Centre national de la recherche scientifique

Notes

1. D. Bourchenin, *Étude sur les académies protestantes en France au XVIe et au XVIIe siècles*, Paris, 1882.
2. P. Lallemand, *Histoire de l'éducation dans l'ancien Oratoire de France*, Paris 1888.
3. J. de Viguierie, *Une Oeuvre d'éducation sous l'Ancien Régime. Les Pères de la doctrine chrétienne en France et en Italie 1592-1792*, Avrillé, 1976.
4. *Les Établissements des jésuites en France depuis quatre siècles*, répertoire topobibliographique publié à l'occasion du quatrième centenaire de la fondation de la Compagnie de Jésus (1540-1940) sous la direction de P. Delattre, 5 volumes, Enghien-Wetteren, 1949-1957.
5. Cf. F. de Dainville, « Les collèges en 1789, essai de cartographie historique », résumé de la communication présentée au 95e congrès national des sociétés savantes (Reims 23-27 mars 1970), *Actes du 95e congrès national des sociétés savantes, section d'histoire moderne et contemporaine, Histoire de l'enseignement de 1610 à nos jours*, Paris, 1974, t. I, p. 444.
6. E. Gaullieur, *Histoire du collège de Guyenne*, Paris, 1874.
7. G. Dupont-Ferrier, *Du Collège de Clermont au lycée Louis-le-Grand, 1563-1920*, Paris, 1921-1922, 3 volumes.
8. C. de Rochemonteix, *Un Collège de jésuites aux XVIIe et XVIIIe siècles. Le collège Henri IV de La Flèche*, Le Mans, 1889, 4 volumes.
9. Les listes des élèves du collège de Vannes que nous avons utilisées figurent sur les affiches des exercices publics (deuxième moitié du XVIIIe siècle), Arch. dép. Morbihan D 8. Pour la définition des villes, nous avons repris les distinctions établies par Cl. Langlois, *Le Diocèse de Vannes au XIXe siècle, 1800-1830*, Paris, 1974, p. 316, note 1.
10. Cf. Cl. Langlois, *op. cit.*, p. 317.
11. Cf. T. Tackett, « L'histoire sociale du clergé diocésain dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1979, pp. 198-234.

12. Cl. Langlois, *op. cit.*, pp. 42-47.
13. *Comptes rendus aux chambres assemblées... des différents collèges du ressort qui n'étaient pas occupés par les ci-devant soi-disants jésuites*, Paris, 1763-1768, p. 128, Bibl. nat. Ld³⁹ 554.
14. F.-Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, ed. C. Port, Paris, 1880, t. 1.
15. *Ibid.*, p. 22.
16. *Ibid.*, pp. 96 et 198-199.
17. *Ibid.*, pp. 52-54.
18. Chiffres aimablement communiqués par M. Alex Poyer : 138 tonsurés pour 335 élèves en 1719-1721 ; 49 tonsurés pour 128 élèves en 1779-1781.
19. Arch. dép. Bouches-du-Rhône C4583 ; Arch. dép. Alpes-Maritimes H 1431 ; Arch. com. Grasse GG 48.
20. Arch. com. La Ciotat, BB 12 et GG 150.
21. Arch. com. Semur-en-Auxois GG 45.
22. *Ibid.*, « État des enfants qui sont au collège des carmes et de ceux qui sont dans les collèges étrangers ».
23. W. Frijhoff et D. Julia, *École et société dans la France d'Ancien Régime. Quatre exemples : Auch, Avallon, Condom, Gisors*, Paris, 1975, p. 18 ; R. Robin, *La Société française en 1789 : Semur-en-Auxois*, Paris, 1970, p. 196.